

L'Italie

Entre Nord, Sud et déséquilibre *(deuxième partie)*

Roberto Degrassi, Genève
Philosophe et théologien

L'Italie du Sud a prospéré pendant l'Antiquité. Pour notre mémoire et dans l'imaginaire occidental, des empires très différents tels que l'Empire romain et l'Empire d'Autriche-Hongrie ont souvent représenté des archipels exceptionnels de l'histoire, qui ont su accueillir et garantir pendant un certain temps la coexistence sociale, politique et culturelle de populations et de traditions, même religieuses, très différentes. Par leurs héritages culturels et artistiques, suite aux invasions subies, la Sicile, Byzance et l'Andalousie font encore partie de ces modèles, qui sont en partie vrais et en partie idéalisés.

Il appartient aux cycles et aux paradoxes apparents de l'Histoire que certaines sociétés méditerranéennes, qui ont représenté ou réalisé un moment donné la possibilité d'une coexistence multiethnique et pluriculturelle, n'ont pas vécu ni traversé vraiment la modernité, qui est caractérisée justement par ces phénomènes. Bien au contraire, l'ayant subie comme une ultérieure invasion, ces sociétés ont réagi contre elle de manière défensive et souvent agressive. C'est le cas d'une partie importante de l'Italie du Sud.

La rapacité économique de l'envahisseur espagnol, ainsi que l'alliance conservatrice entre l'aristocratie propriétaire des terres et le haut clergé, opposés à la formation d'une bourgeoisie favorable à l'Etat libéral italien, sont les principaux facteurs qui ont bloqué l'évolution de la société méridionale, soit dans le sens du développement économique capitaliste, soit dans celui d'une prise de conscience civile et sociale ouverte aux changements et au progrès. Les composantes politiques en question, auxquelles il faut naturellement ajouter la présence et l'action des pouvoirs mafieux locaux, ont contribué à la formation et à la conservation d'une mentalité passive, méfiante envers toute forme de changement. Elle est donc fataliste et représente une sorte de perversion pathologique et tragique du sens grec du destin.

La mafia contre l'évolution

Etant incapable de reconnaître et d'élaborer la distinction entre les envahisseurs étrangers et l'Etat italien, ce type de société a toujours vécu l'Etat comme un envahisseur insolent et avide. Ce dernier est né effectivement dans une dimension politique, économique et culturelle nordique et cisalpine ; malgré cela, par rapport aux situations historiques et archaïques qui l'ont précédé, il a été porteur d'émancipation, de modernisation et de démocratie, c'est-à-dire de l'évolution propre de l'histoire par rapport à l'immobilité d'un destin non modifiable de soumission aux puissances étrangères. Or la mafia est née justement comme une forme de résistance armée et comme une réaction agressive, régionaliste et donc égoïste ; cette résistance a été exercée d'abord contre les envahisseurs et ensuite contre l'Etat lui-même.

La mafia œuvre à la conservation d'une société archaïque, fataliste et renfermée tragiquement sur soi et sur son égoïsme ; l'objectif de cette fermeture est d'éviter toute forme de changement, c'est-à-dire d'empêcher le devenir de l'« histoire que nous sommes » et qui nous transforme justement en « ce que nous sommes », ce

que nous pouvons être et devons devenir : « Il faut que tout change, pour que tout reste égal à ce qui a toujours été », énonce le célèbre *Gattopardo* du sicilien Tomasi di Lampedusa devant l'arrivée des Piémontais et de l'Italie, perçus comme les fonctionnaires indésirables apportant la modernité. Au sein d'une société dans laquelle rien ne doit changer, la morale est celle du crime, du châtement, de l'« omertà » ; les rôles sont ceux des victimes, des bourreaux et des complices.

Ceux qui se rebellent contre cet ordre déshumanisant, pathologique et anachronique luttent et souvent meurent pour que l'Etat de droit, et à fortiori la justice, puissent survivre. Ce sont souvent des policiers et des militaires (le général Dalla Chiesa) ou des juges (Costa, Terranova, Falcone et Borsellino) ou encore des hommes politiques (P. La Torre), qui devraient être des fonctionnaires soutenus par l'Etat mais qui deviennent des héros, car ils sont abandonnés par certains gouvernements dont les rapports avec les pouvoirs mafieux sont extrêmement ambigus.

Or un Etat qui a besoin de héros est un Etat qui risque sa légitimité. Pour se rendre compte des enjeux de cette analyse, il faudra considérer que le démocrate-chrétien conservateur G. Andreotti, président du Conseil des ministres à trois reprises et chef de sept gouvernements, a été mis sous enquête pour de délits liés à ce contexte. Tout en l'absolvant pour les délits d'après 1980, les juges ont observé « une disponibilité authentique, stable et amicale de l'inculpé envers les mafieux, jusqu'au printemps 1980 », allant jusqu'au délit de participation à l'association des malfaiteurs. Il n'est pas surprenant que depuis des années l'exécutif actuel propose comme candidat à la présidence de la Cour suprême de cassation un juge qui a fait absoudre et relâcher de centaines d'accusés pour de crimes mafieux. Ce magistrat a été à son tour l'objet d'une enquête pour sa proximité avec la mafia ; de plus, il a eu le droit d'insulter la mémoire des juges Falcone et Borsellino, qui ont perdu leur vie pour défendre l'Etat de la mafia.

L'écroulement du DC

Le déséquilibre entre le Nord et le Sud n'est pas l'unique phénomène qui bloque le développement économique de la péninsule ; il existe un problème spécifiquement politique, qui est probablement lié au précédent par un rapport circulaire de cause à effet. Un des symptômes qui exprime les déséquilibres structurels du système politique italien a été l'épuisement rapide du Parti démocrate-chrétien (DC) après la chute du mur de Berlin.

Malgré ses ambiguïtés et ses limites, qui ont causé son écroulement, ce parti a gouverné l'Italie jusque dans les années quatre-vingt. La DC n'a pas seulement représenté un contrepoids de centre valide et efficace par rapport aux communistes ; ce parti a été aussi un des protagonistes de la renaissance démocratique de l'Italie et de la construction de l'Europe, ainsi que le dernier parti libéral et démocratique crédible né de la vie politique italienne. Sa composante conservatrice a été représentée par G. Andreotti, le « premier éternel », alors que le fondateur A. de Gasperi et ensuite surtout A. Moro ont incarné son âme progressiste.

En 1978, le Premier ministre Moro allait réaliser le « compromis historique », qui aurait accueilli au gouvernement le Parti communiste italien de E. Berlinguer, pour la première fois en Europe. Ce processus politique a été bloqué par l'opposition du conservateur Andreotti, mais surtout par l'enlèvement de Moro même, perpétré par les Brigades Rouges le 16 mars 1978, jour fixé pour la présentation du nouveau gouvernement. Le Premier ministre fut assassiné par les terroristes.

Comme souvent dans certains cas (n'oublions pas l'assassinat de Kennedy en 1963), plusieurs acteurs - non seulement politiques - étaient intéressés à « dévier »

les processus d'émancipation sociale et de développement économique et culturel de l'Italie, qui était alors la septième puissance industrielle. Parmi eux, les composantes les plus traditionalistes et réactionnaires de la DC, les néofascistes du MSI, les services secrets américains et italiens (souvent « déviés » dans une direction néofasciste et anticommuniste, plutôt qu'au service de l'Etat de droit), certaines loges franc-maçonnes et, naturellement, les pouvoirs mafieux, traditionnellement contraires aux forces politique de gauche.

Il s'agissait de forces farouchement opposées à la conciliation des exigences libérales, socialistes et démocratiques dans un Etat occidental, et donc à l'indication d'une « troisième voie » européenne, alternative au soviétisme totalitaire autant qu'à la dépendance politique du capitalisme américain. Ce n'est sûrement pas un hasard si le soi-disant « terrorisme de gauche » a constamment frappé les serviteurs d'un Etat de droit démocratique et progressiste (A. Moro était un des représentants les plus influents et intelligents des forces catholiques ouvertes à la gauche) ; par contre, aucun politicien corrompu ou réactionnaire ni aucun mafieux n'est jamais tombé sous leurs coups, ce à quoi on aurait pu s'attendre de la part de terroristes qui se prétendaient de gauche.

Comme le soutient l'écrivain C. Magris, il est compréhensible et cohérent que, par la suite, les anciens terroristes aient souvent flirté avec les gouvernements réactionnaires et autoritaires qu'eux-mêmes avaient inconsciemment favorisés, et qui sont encore aujourd'hui aux antipodes de toute forme d'idéal politique. Déjà en 1973 F. de André, le plus grand chansonnier italien, adressait à un terroriste la déclaration d'un juge : « Pour ce que tu as fait (...), le pouvoir t'est reconnaissant. (...) Tu es le pouvoir. Veux-tu être jugé ? Veux-tu être absous ou condamné ? »

Une fois éventé le « danger rouge », le Parti démocrate-chrétien n'a pas survécu à la mort du PCI et donc à l'épuisement de sa fonction anticommuniste. Le vide politique creusé par l'écroulement des idéologies, des communistes et des démocrates-chrétiens a été rempli d'abord par les réformistes de Craxi. Il s'agissait d'anciens socialistes, qui ont été condamnés dès 1992 pour le financement illicite de leur parti au cours de l'enquête « Mani pulite » (Mains propres), qui a causé la dissolution de ce parti en 1994. L'actuel Premier ministre a commencé sa carrière politique dans ce milieu, en s'opposant aux juges de Milan (parmi eux A. Di Pietro) qui avaient condamné les politiciens corrompus. Par contre G. Fini, ancien chef de la droite néofasciste traditionnelle, a su démocratiser cette force politique, qui a pu ainsi accéder au gouvernement de centre-droit en tant que porteuse des valeurs de l'Etat, de la légalité et de la sécurité, conçues dans un sens nationaliste et parfois xénophobe.

Egoïsmes

Un autre paradoxe de la situation politique actuelle en Italie consiste dans le fait que désormais seules la gauche et la droite post-idéologiques revendiquent ces valeurs, quoique de manière différente. Par contre, ces mêmes valeurs sont constamment piétinées et bafouées par la droite post-moderne de Berlusconi, porteuse des intérêts personnels de son chef, ainsi que par la Ligue du Nord, porteuse de toute forme d'égoïsme économique et régionaliste. Agissant sur la base d'un fédéralisme purement fiscal, ce parti ne se borne pas à se comporter de manière raciste envers les étrangers ; il exerce son régionalisme xénophobe et anti-centraliste aussi contre l'Italie du Sud et contre l'Etat italien tout court.

A cause de ces intérêts égoïstes et opposés à toute forme d'altruisme, Berlusconi a récemment expulsé Fini de son gouvernement, et il reste l'otage de la Ligue du Nord,

qui gagne en poids et puissance à chaque scrutin politique. La solidarité envers les corrompus et les attaques contre les « juges communistes » chargés d'enquête sont les uniques contenus des déclarations et des programmes du Premier ministre italien.

Cette répétition obsessionnelle ne laisse aucune place aux véritables questions auxquelles l'Italie est confrontée chaque jour : les énormes problèmes économiques et le chômage croissant, qui dépasse désormais 11 % ; les difficultés budgétaires du système sanitaire et de l'instruction publique ; les universités, la recherche scientifique et les institutions culturelles les plus prestigieuses, désormais dépourvues des moyens de subsistance ; les vrais problèmes de l'organisation de la justice et de sa lenteur, ainsi que la surpopulation dans les prisons. Récemment, pour la première fois dans l'histoire italienne, une présentatrice des infos (M. L. Busi) sur la première scène nationale a présenté publiquement sa démission en raison de la censure qui lui est imposée ; elle a argumenté sa décision par le refus de continuer de présenter des informations qui déforment la réalité et cachent par la censure les véritables problèmes de la nation.

R. D.